

Russie puissance mondiale, puissance démocratique ?

Colloque organisé par la Fondation Jean Jaurès et le Mouvement « Alternativy »

Le 9 Octobre 2009 à l'Assemblée nationale, Paris

Compte-rendu et extraits par Anne-Catherine Franck

Une des dimensions les plus intéressantes et originales de ce débat organisé par la Fondation Jean-Jaurès et le Mouvement Alternativy est venu de la présence de responsables russes issus de la société civile, d'animateurs de luttes syndicales et de défenseurs des droits de l'homme.

Au-delà d'initiatives de quelques personnes « médiatiques », ces nouvelles formes de prise de conscience démocratique, d'engagements difficiles, voire dangereux, en Russie sont souvent trop peu connues, et pourtant, leur émergence porte les espoirs d'une société plus juste, plus libre, plus ouverte.

Les intervenants russes ont ainsi fait à plusieurs reprises et en fonction de leur « positionnement personnel » quelques rappels sur la situation de la société civile russe, celle-ci étant directement en rapport avec la variété des populations et l'immensité des territoires. « Pour les droits de l'homme, comme pour d'autres choses, la géographie de la situation effective et des mobilisations est très différente sur le terrain ». Elle apparaît comme plus importante, en tous cas plus visible, dans les villes. On se focalise beaucoup sur ces dernières alors qu'il faut se rendre compte que « la situation est bien plus difficile dans les endroits plus reculés, et quand on dit « reculé », c'est plus encore qu'on ne l'imagine, ces endroits semblant parfois abandonnés et étant de fait soumis à des pouvoirs administratifs locaux ».

Bien entendu pour la presse européenne « cette précarité démocratique voire son absence » paraît évidente quand on parle du Caucase. En effet, dans certaines campagnes, cela peut être extrêmement dur car, par exemple, celles-ci peuvent être aux prises avec des forces de l'ordre qui ont été basées auparavant en Tchétchénie. Ces dernières ont gardé certaines « habitudes » certaines « pratiques » dans leurs nouvelles affectations et de fait « bénéficient d'une situation de pouvoir sans beaucoup de contrôles, voire de complaisance et les habitants sont démunis à tous points de vue dans ce genre de situation ».

Les techniques policières et du pouvoir sont d'ailleurs assez au point : les intervenants ont tous décrit « toutes les tracasseries imaginées pour les empêcher de participer, par exemple, au forum social, mais cela peut être vrai pour n'importe quelle manifestation pacifique. Même sur un problème de vie quotidienne, on les arrête sur la route, on les conditionne, on les menace, la police parle à ce sujet d'ailleurs d'une manifestation extrémiste et même nationaliste ! ». C'est ce qu'ils appellent les « arrestations préventives » ; tout est prétexte pour empêcher la tenue d'un meeting.

On se sert pour cela « d'une base de données très large », il semble qu'il « suffit de peu pour être sur la liste ». Cette pratique, qui n'est pas nouvelle, et qui a derrière elle de longues années d'usages similaires sert à contrôler les déplacements et à assurer un maillage de

surveillance serré sur toutes les personnes susceptibles d'être acteur d'une critique, d'une résistance à la politique actuelle.

Dans une région, il suffit d'un changement de personnel pour changer toute la pratique, et c'est souvent plutôt dans le sens « d'un durcissement », en raison de la peur des échelons bureaucratiques supérieurs et de l'éloignement, qui ne permet guère des recours, encore moins des soutiens ».

S'il y a un peu de libéralisation « descendante » cela peut se répercuter dans le meilleur des cas mais, dans tous les cas, il ne peut guère y avoir une initiative démocratique émanant de fonctionnaires locaux.

« L'Etat lave les cerveaux, traque l'esprit critique »

Nos interlocuteurs rappellent que « beaucoup de Russes aujourd'hui ont bien d'autres soucis quotidiens », mais ils sont bien conscients que, malgré leur situation et la responsabilité du pouvoir, une partie de cette politique réussit cependant à être populaire. « Quand on leur dit et montre que la Russie a regagné sa place de puissance mondiale, cela les flatte, et ils se disent que tout ne serait donc pas si noir finalement ». C'est une particularité dont il faut malgré tout tenir compte quand on s'adresse aux Russes. De toutes façons, la loyauté envers la Russie est toujours réelle et en particulier dans le peuple.

Il y a des explications historiques mais aussi actuelles à cette situation

« Il faut reconnaître que notre démocratie est jeune et en plus sans histoire aucune, sans référence nationale. Cependant nous insistons sur le fait que ce ne peut être une raison pour ne pas être exigeant, d'accepter comme une fatalité ces habitudes de hiérarchie, de paternalisme, de bureaucratie qui se perpétuent sous des vernis modernes.

Certes, sous la Perestroïka, pendant peu de temps, des nouveaux droits et des libertés se sont développés.

À cette occasion - et on l'ignore trop souvent - beaucoup d'initiatives de terrain (notamment sociales) ont émergé et ont montré une certaine maturité citoyenne dans de nombreux secteurs d'activité et pas seulement dans quelques grandes villes. « Cependant, cela s'est vite effrité sous le système Poutinien, mais il en reste cependant des formes plus maîtrisées ».

Si l'on demande comment on peut caractériser la situation d'aujourd'hui, « en fait on a le pire des systèmes : le pire du système bureaucratique et corrompu et le pire du capitalisme sous sa forme ultralibérale ».

Un exemple : les Russes veulent un Etat fort, mais dans la réalité il est essentiellement fort par la présence et l'usage de la police, mais sûrement pas en ce qui concerne la garantie sociale ! Par rapport à d'autres pays, où des revendications pour un Etat fort se manifestent, la Russie a pour spécificité, dans les faits, de rabaisser et d'affaiblir le rôle des fonctionnaires, qui pourraient porter, dans une action moderne et efficace, des valeurs universelles communes à tous. Alors que l'on renforce la police, le renseignement, le pouvoir bureaucratique, on privatise toutes les fonctions essentielles qu'un Etat digne de ce nom pourrait porter : santé, éducation, défense du patrimoine, infrastructures, etc.

Comment peut-on parler de droits en Russie et quelles sont leurs garanties d'existence et de pérennisation ?

« On parle des droits ? Peut-être - paradoxalement - en jouant sur les mots ! Aujourd'hui, il y a effectivement beaucoup de droits : ceux de tuer, de voler, de détruire, mais pour les devoirs on n'en parle pas ! La lutte pour la démocratie, pour les vrais droits, c'est pour ceux qui n'ont pas peur pour eux et pour leurs proches, pour leur vie et leur gagne pain ».

D'ailleurs, pour concrétiser cette analyse, un avocat des droits de l'homme a témoigné, en expliquant la solitude qu'il ressentait face aux pouvoirs et constaté : « les avocats qui choisissent la défense des droits de l'homme sont rares et guère enviés par les plus jeunes qui, massivement, choisissent le droit des affaires pour s'orienter vers le 'business' ».

« La démocratie ? Dans l'ensemble, on peut se demander si les Russes veulent vraiment être acteurs de leur propre vie », lorsqu'ils s'interrogent quant à savoir si « l'homme est né pour la démocratie, même en Occident » ? On pourrait dire qu'il y a aussi une forme « d'auto-aliénation » dans beaucoup de milieux.

Cette analyse assez pessimiste sur « l'avenir d'une démocratie réelle » est corroborée d'ailleurs par la FIDH qui, elle aussi, constate « que se répand l'idée en Russie et à l'extérieur que la démocratie telle que nous la concevons ne serait peut-être finalement pas pour les Russes et qu'on pourrait accepter l'idée d'une voie originale : une telle idée reviendrait bien entendu à accepter la dérive répressive actuelle du régime ».

Cependant, cette constatation ne peut être séparée de l'analyse de la situation économique, ultra-libérale et en même temps étroitement imbriquée avec la vie politique.

« Aujourd'hui on assiste à un totalitarisme de marché, on peut tout acheter, la culture aussi »

Il y aurait donc une synthèse entre bureaucratisation et marchandisation, « une mafieucratie ». Alors, on se dit que la « politique est sale » et globalement, la protestation est passive.

Cependant, il se crée aussi une alternative sociale sur le terrain, des petits groupes qui essaient de mener des actions concrètes à la base, puis qui élargissent leurs protestations dans des réseaux.

« Il y a des réponses, des révoltes, même si on n'en sait rien. Il y a des grèves et, sur tout le territoire, on constate que, bien plus qu'en Occident, les leaders des mouvements sont vraiment pris entre deux feux, on ne leur pardonne rien, on ne les aide pas, on les menace, ils payent dur leur engagement et en même temps ils ne semblent pas très crédibles ».

Ce qui se passe sur le terrain prend parfois des formes étonnantes, mêlant le social, le sociétal et le culturel (les affaires touchant tous les domaines), les individus, des syndicats, des ONG, autour d'un combat.

L'exemple de la défense du patrimoine de Saint Petersburg est significatif. Menacé par une spéculation soutenue par le gouverneur, la justice n'ayant pas fait son travail, différents groupes se sont mobilisés dans de grandes manifestations pour attirer l'attention, notamment de l'étranger, et demander la démission du gouverneur.

Parfois, il suffit de peu de choses pour trouver des manifestations originales et efficaces. Un autre exemple à Saint Petersburg est intéressant : une discussion à propos du tramway agitait la population. Des citoyens ont organisé des réunions dans les tramways, prenant à témoin les passagers qui, eux-mêmes - certes après quelques réticences - ont fini par participer au débat.

Par contre, dans certains secteurs, il est encore difficile de mobiliser les populations, car trop de craintes et de contradictions subsistent. Dans le domaine de la santé, par exemple : tout le monde en Russie est conscient de la dégradation dramatique du système et qu'il serait pourtant urgent de construire une solidarité entre tous les acteurs, mais aujourd'hui les intervenants considèrent que ce n'est guère possible avec le corps médical dans son ensemble.

D'ailleurs, partout circulent - comme « au bon vieux temps » - des listes de professionnels, d'acteurs sociaux qualifiés « d'extrémistes » et qui sont - à minima - contrôlés systématiquement et préventivement si un mouvement se dessine.

Dans le secteur de l'éducation, il y a beaucoup de petites mobilisations prometteuses, même si de l'étranger ce n'est pas connu.

« Les associations se comptent par milliers dans le domaine de l'éducation et regroupent des parents d'élèves, des enseignants. C'est un domaine où les gens sont assez actifs car, concrètement, ils voient quotidiennement le niveau de l'enseignement baisser, le coût augmenter, les moyens retirés au profit d'une privatisation grandissante ».

D'ailleurs, après de telles manifestations, des pressions sur la Douma ont été faites, des résultats ont été obtenus car c'est un sujet sensible assez fédérateur !

Cet éclatement des conflits et leur aspect surtout local ont été corroborés par les représentants syndicaux invités de FO et de la CGT qui ont « confirmé ces spécificités et les difficultés devant les accointances entre grosses structures politiques et syndicales dans le contexte que l'on connaît. C'est d'ailleurs pourquoi ils ont préféré se tourner vers des organisations plus récentes de villes ou d'usines en donnant la priorité dans le contact direct avec les petits syndicats.

Ils ont rencontré en effet toutes sortes d'associations de base, des coordinations, des « associations anti-fascistes ».

Par ailleurs, ils ont constaté eux aussi une dégradation constante du droit du travail, un durcissement vis à vis des droits de grève, des leaders syndicaux et des pratiques policières répressives très ciblées.

La situation des multinationales installées en Russie (dont certaines sont françaises)

Celles-ci sont à la recherche de conditions sociales qui « leur apparaissent meilleures », d'un marché du travail non régulé, en osmose avec la politique gouvernementale russe, mais « elles s'étonnent, à présent, que des luttes se développent vis-à-vis de leur politique sociale sur le sol russe. Il va falloir qu'elles s'y habituent ! ».

En outre, ils ont constaté qu'il existe de plus en plus de relations entre les salariés, plus ou moins bien organisés, d'entreprises étrangères et les syndicats des sièges de ces mêmes entreprises.

Ce souci est d'ailleurs partagé par les syndicats français : « nous aurions souhaité que les entreprises françaises implantées en Russie soient exemplaires par rapport au marché du travail. C'est bien loin d'être le cas quand on voit l'attitude de Renault, par exemple, et c'est aussi pourquoi nous allons intensifier les relations entre les « sites français » et les « sites Russes ».

En conclusion, nos interlocuteurs ont souhaité que cette nouvelle capacité de mobilisation des acteurs sociaux russes, critique mais aussi constructive, soit mieux connue et ainsi soutenue dans ce qu'elle a de progressiste.

Ils ont profité de ce colloque pour « appeler les forces de gauche de « l'ouest » à être plus coopératives avec ces mouvements progressistes, parce que dans le même temps se développent aussi, sur le terrain, des mouvements extrémistes qui diffusent des thèses xénophobes dans le débat social, notamment en ce qui concerne l'emploi ».